

POST FACE pour ESSAI de HOCINE BELLALOUFI

Le dernier mot d'un ouvrage appartient, comme de juste, à l'appréciation des lecteurs, dans la diversité de leurs opinions, de leurs sensibilités, de leurs expériences. J'espère seulement, comme lecteur moi-même, être proche des réactions positives du lectorat à venir, en exprimant quelques unes des raisons de mon intense satisfaction à une première lecture de l'Essai de Hocine Bellaloufi.

Ce n'était pas acquis d'emblée. Pour un thème aussi controversé, aussi plein de contradictions et d'embûches, d'élan enthousiastes et de déceptions, aussi piégé par les subjectivités, il n'était pas facile d'aborder le vaste champ de la démocratie, des réformes et de la révolution dans ce monde arabe verrouillé jusqu'ici et saisi par les tourmentes du changement. Bien entendu, nombre de points de vue seront soumis par les uns ou les autres au crible de la critique et des avis différents. Une des qualités de l'ouvrage est d'y être ouvert et de les solliciter.

Il reste à mon avis l'essentiel, que je voudrais ici souligner.

Je n'ai pas seulement trouvé dans cet ouvrage la conjugaison bienvenue des approches académiques et des approches de terrain, trop souvent arbitrairement cloisonnées. Pas seulement de fortes convergences avec plusieurs des préoccupations et des enseignements tirés de mon parcours militant et de celui de tous ceux qui ont payé leur tribut à la cause des travailleurs, de la liberté et de la dignité. Pas seulement le souci d'objectivité et d'échanges, dans un climat et des domaines où prévalent encore des invectives et des procès d'intention. Mais à mes yeux, il y a surtout le fait que l'ouvrage arrive à point nommé.

Il répond à la quête, entremêlée de doutes et d'espoirs, des Algériens et Algériennes honnêtes, qui par millions, sont taraudé(e)s par les interrogations sur l'avenir du pays, de notre société, ainsi que le sort des régions avoisinantes et du Monde dont nous dépendons.

Le moment de cette parution coïncide avec le besoin et l'urgence de grands changements fortement souhaités mais encore incertains, qui appellent réflexion et débat.

Je ne décrirai pas le riche contenu de l'Essai que chacun aura pu apprécier, je risquerais de n'en faire qu'un mauvais résumé. Je veux néanmoins en souligner la portée, selon moi.

De l'Atlantique au Golfe arabo-persique, dans les colères et les douleurs d'une jeunesse porteuse d'initiative, éclosent de vrais ou faux « printemps » avec des résultats inégaux et même contradictoires. Pour l'Algérie, face à l'immobilisme institutionnel paré du spectacle des réformes sur papier, la volonté de changement radical est plus que jamais massive et brûlante, même si elle recouvre des projets de société très différents.

Il est banal de le constater.

Mais il n'est pas facile de l'analyser, d'aller au-delà des apparences et des jugements tranchants et velléitaires. Il est plus difficile de comprendre pourquoi la « passivité », dans laquelle se réfugient apparemment nombre de nos compatriotes, coexiste avec un torrent souterrain dont ils ressentent bien les grondements, mais sans trop savoir quelle issue lui donner. Car échaudés et désabusés par plusieurs expériences non abouties ou malheureuses, ils rêvent d'une force capable d'imposer des changements constructeurs et non ravageurs. Ce peuple tourmenté attend son moment et souhaite fébrilement une voie meilleure. A travers émeutes, immolations par le feu, manifestations et mouvements de grèves et de protestation de plus en plus consistantes, initiatives spontanées ou mieux organisées, il se perd en conjectures et spéculations idéologiques tout en accumulant ses capacités de jugement.

Notre peuple avait été capable en dépit des obstacles externes et internes inouïs de mettre à bas l'édifice colonial. Il avait même pris après Octobre 1988 une avance de vingt ans, en épreuves et expérience, sur les autres peuples de la région qui se sont mis en branle récemment. Dans un bref parcours précurseur de trois ans, il avait fait les frais de la comédie des « transitions démocratiques » courtes, sciemment bâclées et récupérées par les cercles dirigeants qui avaient confisqué durant trois décennies les fruits prometteurs de l'indépendance. Pour déboucher, comme résultat de cet épisode éphémère, sur l'immense tragédie des

années 90 dont le spectre hante aujourd'hui d'autres peuples frères à qui, instruits par l'exemple algérien, nous souhaitons de ne pas sombrer dans le même malheur.

L'intérêt de l'Essai de Bellaloufi est d'aider à comprendre et affronter le cruel paradoxe qui fait que depuis l'indépendance, plus les besoins et les attentes des milieux nationaux et démocratiques ont grandi et sont devenus plus aigus, plus ils se sont heurtés périodiquement à des murs d'injustices et d'absurdités, plus ils ont buté sur l'opacité et la complexité des situations et des intrigues mondiales, régionales et locales qui semblaient dépasser nombre de citoyens et les laissaient désarmés.

L'auteur analyse et démonte les mécanismes économiques, sociaux, historiques, politiques et culturels sous-jacents à ce paradoxe. Il indique comment une bonne ou mauvaise appréhension des facteurs objectifs et des enjeux réels peut, soit ouvrir la voie aux prises de conscience, aux résistances offensives, soit au contraire être embrumée par les écrans de fumée médiatiques, les « stratégies du choc ou de la tension » qui plongent les masses et les « élites » dans des situations de vulnérabilité plus grande aux dérives identitaires et aux sectarismes doctrinaires.

Les échecs douloureux laissent croire à des malédictions surnaturelles et à des fatalités historiques. A travers elles, la violence des armes ou des plus riches serait le moyen de régulation naturel, une loi de la jungle inscrite pour l'éternité. Dans ce chaos programmé, il n'y aurait de politique que sous forme de « l'boulitik » des nantis et des fourbes sur le dos d'un « chaâb » démuné. Autant de drogues de la pensée sociale et politique qui font le lit des méfaits que nous connaissons: les réactions individuelles de repli sur soi, les tentations aventuristes, désespérées et sans lendemain, les compromissions avec tel ou tel camp ou clan, alors que les concernés n'en partagent pourtant ni les intérêts réels et de long terme, ni les convictions.

En projetant une lumière sur les soubassements historiques et concrets de ces mécanismes pervers, l'ouvrage de Bellaloufi aiguille vers ce qui manque le plus au mouvement social et politique algérien actuel, une vision plus claire des raisons d'espérer que le combat est possible et sera fructueux. Il suggère l'antidote au complexe d'impuissance, les raisons d'une confiance accrue dans la capacité des luttes « d'en bas » à influencer, comme elles l'ont souvent fait dans le passé, sur les rapports de force sectoriels ou globaux. Il démasque les leviers par lesquels l'immense majorité est exclue de la décision et de la participation par de fausses bipolarisations du champ politique artificiellement entretenues. Il aide les citoyens à retourner et remettre dans le meilleur sens la flèche de l'Histoire, comme avaient su et pu le faire au siècle dernier nos compatriotes qui ont démenti les faux adages de la démobilisation. « Comment, disaient certains, parler d'indépendance et s'engager politiquement quand nous ne sommes même pas capables de fabriquer une aiguille ? Deux Algériens sont-ils capables de se réunir sans que l'un d'eux n'aille dénoncer et trahir l'autre ? Ne serait-il pas préférable d'embrasser la main qu'on ne peut pas mordre ? ». Souvenons-nous comment les jeunes et moins jeunes, « bergers » ou instruits, de plus en plus politisés et gagnés par la flamme nationale anticolonialiste, ont renversé les fables de la soumission, à la stupéfaction des colonialistes et des défaitistes.

Certes aujourd'hui, si les peuples n'y prennent garde, il y a effectivement de quoi s'y perdre.

Les gendarmes du monde (militaires, financiers et médiatiques), ceux du club de Bilderberg et de la Triade du « Nord » (USA, Europe, Japon), flanqués des lobbies et des militaristes racistes israéliens, sont passés maîtres dans l'art de pratiquer ce que Naomi Klein a appelé la « Stratégie du Choc ». Ils comptent par les pratiques militaires et politiques dont Hitler avait donné l'exemple avec ses « guerres éclairs », plonger temporairement les peuples, les opinions, les élites intellectuelles ou politiques dans un état de sidération, de perte de repères. Ils sont imités en ces pratiques par leurs relais bien-oui-oui, les parasites compradores du Sud, moins talentueux tout en étant performants dans le cynisme et le mépris d'un peuple qui le leur rend bien.

Mais Bellaloufi, quand il démontre que seules sont payantes les stratégies et tactiques des luttes nationales, populaires, démocratiques et sociales résolues et conséquentes, ne pêche-t-il pas aujourd'hui par volontarisme, par excès d'optimisme, par insuffisance de réalisme ?

Interrogeons-nous. Qui donc est le plus en phase aujourd'hui avec les réalités ? Est-ce les gouvernants qui, courageux pour bastonner et réprimer leur peuple désarmé, s'aplatissent devant les ambassadeurs, hommes d'affaires et hauts responsables civils et militaires d'Occident venus nous dire à domicile ce qui est bon pour

notre pays ? Etre réaliste, est-ce se mettre à genoux devant les réalités imposées du moment, ou au contraire prendre avec courage et lucidité la mesure des plus dures réalités ?

La « petite » Cuba, depuis 50 ans sous blocus impérialiste rigoureux et malgré le coup dur de l'affaiblissement des pays socialistes en tant que système mondial, se tient plus que jamais debout à vue d'oiseau des côtes des USA. Elle rend jaloux les pays les plus développés par ses performances en matière éducative et sanitaire. Elle a réussi par son exemple, le tour de force de gagner à la cause de sa souveraineté le sous-continent sud-américain à l'encontre du diktat des USA.

Le « petit » peuple palestinien, malgré son calvaire depuis soixante ans et le lâchage progressif des directions monarchiques et bourgeoises arabes, n'a-t-il pas réussi, quoiqu'on pense de ses choix tactiques et de ses divisions, à mettre à bas le mythe de l'omnipotence du couple Israël-USA. N'a-t-il pas rassemblé autour de lui une majorité internationale écrasante, favorable à la reconnaissance de son Etat ? Le réalisme aurait-il consisté pour les Palestiniens à accepter la disparition sur leur propre sol ?

Un autre apport de l'Essai de Bellaloufi m'a paru aussi important, sinon plus, que les précieux matériaux qu'il fournit dans des domaines diversifiés et complémentaires. Un apport qui englobe et imprègne tous ces matériaux.

On a dit que donner du poisson aux gens c'est bien, leur apprendre à pêcher leur poisson c'est encore mieux. Quand on aborde de plus près les faits, les analyses, les argumentaires, les démonstrations qu'il fournit, on y découvre tout au long et en filigrane une démarche, un fil conducteur méthodologique fortement dialectique dont le lecteur peut s'imprégner pour déployer ses propres analyses des faits et des problèmes qu'il rencontre.

Pourquoi cela me semble-t-il si important ?

L'une des déficiences qui selon moi a beaucoup pénalisé, sinon stérilisé chez nous la vie politique et idéologique bien au-delà du mouvement nationaliste et communiste, réside dans les approches linéaires jusqu'au simplisme, liées le plus souvent à la défense d'a priori subjectifs et partisans. Elles empêchent de mieux apprécier des phénomènes en apparence isolés et contradictoires, faute de les replacer dans leur historicité, leur globalité et leurs interactions. On est conduit ainsi à des positionnements unilatéraux, péchant par dogmatisme sectaire ou opportuniste, face à des réalités complexes. On croit maîtriser ces dernières parce qu'on tranche en fonction d'un seul aspect, d'une seule préoccupation, bloquant toute analyse concrète des réalités concrètes. De ce fait, les actes tournent plus ou moins le dos aux réalités et les réalités se vengent sur les acteurs, sur leurs prévisions et leurs itinéraires.

Le hasard m'a fait retomber ces derniers jours sur l'ouvrage « Le meilleur combat », écrit dans les années 1960. Son auteur, Amar Ouzegane, se posant en thuriféraire inconditionnel du FLN pourtant plongé déjà dans des contradictions et des crises évidentes, vitupérait les communistes et en particulier Larbi Bouhali, parce qu'ils appelaient à la vigilance contre la vision naïve d'une Algérie vouée inéluctablement à une voie triomphale vers le socialisme. Pourquoi s'est-il trompé si lourdement, allant jusqu'à préconiser en 1963-64 l'autodissolution du PCA, à l'imitation des camarades égyptiens et sur les conseils des personnalités pro nassériennes comme Lotfi-l-Khouli venues faire pression sur le PCA à l'époque Ben Bella ? (Pour la petite histoire, un camarade écrivain égyptien qui avait connu des années de bague nassérien, m'a raconté à son tour dans un éclat de rire, que ses geôliers et autres avocats du régime les pressaient de suivre ... l'exemple des camarades algériens !

Faute d'analyse concrète et prisonnier de ses options subjectives, Ouzegane était retombé dans des approches dogmatiques similaires, sous des formes inversées, à celles qui l'avaient amené vingt ans auparavant (de 1943 à 46) sous la tutelle pesante de André Marty, à pourfendre en bloc, par étroitesse ouvriériste et francocentrisme, la montée du mouvement nationaliste. Dix ans plus tard (1956) prisonnier d'un autre subjectivisme généré par le climat FLN dominant, il se fait l'avocat de la division du mouvement syndical et de sa caporalisation à travers la création de l'UGTA-CISL. Malheureusement, il ne retrouvera un certain sens des réalités qu'après les années 70, quand éjecté par les gouvernants du « socialisme spécifique », il rendra hommage au cimetière d'El Kettar à son ancien camarade de la Casbah Mahmoud

Latrèche El-Djazairi (un des fondateurs dans les années 1920 du parti communiste syro-libano-palestinien), devant la dépouille de qui un imam salafiste avait refusé ignominieusement de célébrer la prière rituelle.

Dans son Essai, Bellaloufi confirme qu'il est possible de mener une démarche tout à la fois de principe et d'analyse concrète des réalités contradictoires et enchevêtrées. Cela donne plus de fiabilité et de cohérence à ses approches, alors que les réalités économiques, sociales et politiques sont devenues beaucoup plus mouvantes et complexes qu'il y a une trentaine d'années, et plus encore par rapport à l'époque des luttes pour l'indépendance.

L'approche dialectique, c'est l'âme d'un regard historique et géopolitique adapté au mouvement réel des sociétés. Sans elle, on ne pourrait bien comprendre ni maîtriser des phénomènes qui lorsqu'on les isole ou les oppose, désorientent et égarent les comportements progressistes. Ainsi par exemple, lorsque l'autonomie politique et organisationnelle de classe est opposée mécaniquement à une large unité d'action nationale et démocratique. Ou encore le soutien ou la critique absolues d'un pouvoir ou d'une organisation sans prendre en considération l'hétérogénéité et les évolutions de leurs composantes ou de leurs positionnements. Il en est de même de l'opposition factice et même dangereuse entre la lutte en faveur d'objectifs immédiats ou de réformes immédiates et les luttes guidées par la boussole et l'horizon des objectifs à plus long terme. Ou encore l'opposition entre les intérêts des classes exploitées et les intérêts nationaux légitimes sacrifiés par les exploiters, négligeant l'articulation entre ces deux sortes d'intérêts qui gagnent mutuellement à s'épauler.

Une autre approche non dialectique consiste à opposer ou sous-estimer dans un sens ou un autre deux volets d'une même configuration politique ou géopolitique, sans prêter attention aux effets et conséquences de leur interpénétration: il n'y a pas de barrière étanche, loin de là, entre d'un côté la substance concrète des enjeux et des affrontements de classe, et d'un autre côté leur reflet plus ou moins fidèle ou déformé dans les représentations identitaires, idéologiques ou même philosophiques abstraites et instrumentalisées, telles que celle du couple « archaïsme-versus-modernité » abusivement rabâché sans daigner se pencher sur le contenu de classe de chacune de ces catégories.

Une autre méconnaissance des interactions entre les « contraires » a souvent porté tort au vrai centralisme démocratique, écartelé entre les interprétations autoritaires ou laxistes, alors que ce duo souhaitable n'a de sens que s'il forme un tout cohérent dans une conception et une pratique imprégnées de transparence au service des bases populaire et militante. Autrement dit si, contrairement à l'approche purement grammaticale, le « démocratique » constituait le substantif et le principe, cependant que le « centralisme » était l'adjectif, correspondant à l'instrument, à l'appareil qui répond au besoin d'efficacité tout en étant subordonné au fonctionnement démocratique. La vie a démontré que le développement du mouvement révolutionnaire à notre époque exige pour sa relance d'améliorer ses anciennes formes pour de nouvelles méthodes d'organisation et de coordination qui conjuguent davantage d'efficacité avec davantage d'initiatives et d'adhésion consciente et responsable des militants et des citoyens concernés.

On n'en finirait pas de citer les étroitesse, les confusions, les faux pas dans lesquels se sont enlisés bien des engagements politiques généreux mais piégés par des raisonnements de type métaphysique. Evitant ces écueils, l'ouvrage de Bellaloufi en prend positivement le contre-pied. Il ouvre ainsi la voie à des approches plus fécondes, mais qui certes, sollicitent de la part des acteurs progressistes davantage d'efforts de maîtrise et de lutte contre l'esprit de facilité. Un prix à payer pour surmonter les embûches et les pièges dans les combats légitimes.

La grille de lecture proposée par cet Essai me paraît en effet rendre compte de nombre d'épisodes, des plus fastes aux moins heureux, traversés par le mouvement social et politique algérien. Des enseignements en ont été tirés en leur temps ou continuent à mûrir et faire leur chemin chez nombre d'acteurs passés ou actuels.

Il en est ainsi d'un thème de première importance, au long de l'histoire particulièrement édifiante du mouvement communiste algérien depuis sa fondation : la question difficile et controversée de l'autonomie et des alliances.

De façon récurrente, le noyau radical du mouvement démocratique et social, particulièrement communiste, a été confronté à deux tâches et besoins simultanés mais faussement contradictoires. Il lui fallait d'une part renforcer son existence et son rôle autonomes, d'autre part et en même temps étendre et amplifier une vaste alliance de lutte avec les autres acteurs et corps de la société qui partagent avec lui des objectifs communs immédiats ou plus lointains. La double exigence a été parfois formulée comme « marcher côte à côte et avancer, agir, frapper ensemble ». Ou encore, juger et se déterminer avant tout sur les actes et pas seulement sur les paroles, les programmes ou les intentions proclamées.

Les résultats ont été inégaux selon la façon dont a été comprise et traitée cette double nécessité d'un mouvement révolutionnaire authentique.

Piètres résultats lorsqu'elle a été comprise et traitée comme un dilemme, une impasse ne pouvant être dépassée que par un choix unilatéral, dicté en fait par une option sectaire ou opportuniste. Les impacts ont été au contraire meilleurs lorsqu'elle a été traitée en faisant face aux deux exigences dans un même et difficile effort créateur. Autrement dit, en oeuvrant sur une base de principe aussi bien à l'action autonome du noyau porteur de conscience sociale révolutionnaire qu'au renforcement et à l'élargissement d'un large front national-démocratique.

L'option à la fois de principe et d'ouverture créatrice c'est, par exemple, celle qui au prix de lourds sacrifices et malgré les incompréhensions de partenaires sur le court terme, a permis aux communistes algériens durant la guerre d'indépendance de préserver et accroître le capital politique des idées de classe et du socialisme. Le bénéfice pour cette cause en apparut tant au cours de l'été de crise 1962 jusqu'au 19 juin 65 (avant et après l'interdiction de novembre 1962) qu'au fil des décennies suivantes. De nombreux secteurs de l'opinion nationale, instruits par l'expérience, ont pu progressivement mesurer la pertinence, l'honnêteté et l'abnégation qu'il avait fallu déployer aux communistes, malgré les pressions, pour tenir le cap sur leurs positions simultanées de résistance patriotique et d'esprit socialiste entre 1954 et 1962.

Un contre-exemple tristement éloquent par ses conséquences prolongées jusqu'à aujourd'hui, est fourni par les coups portés contre le mouvement démocratique et social à perspective socialiste et sa régression brutale au début des années 1990.

Contre toutes les grandes et saines espérances, le mouvement progressiste conséquent a été entraîné dans des enchaînements opportunistes et liquidateurs. Le PAGS en a été la première victime, il était considéré comme la cible prioritaire par les cercles dictatoriaux du pouvoir, en raison de son potentiel militant et des traditions d'autonomie qu'il avait accumulées face aux épreuves. Les fortes pressions externes de ces cercles antidémocratiques (directes et par infiltration) ont été relayées par les intrigues manœuvrières internes et le désarroi d'une partie de sa direction exécutive en transition post-clandestinité. Le prétexte en avait été (comme souvent en pareil cas) une urgence nationale fortement dramatisée : la montée du FIS sur la scène publique, avec à la fois ses causes sociales et économiques profondes et ses dessous politico-maffieux suspects dans les instances étatiques et internationales.

Ces glissements de la direction exécutive reflétaient et ont provoqué en fait un abandon de l'autonomie politique et organique de classe. L'abandon a été de moins en moins dissimulé sous un verbiage socialiste de circonstance et de plus en plus paré des miraculeuses vertus d'un « modernisme laïciste » hétéroclite. Il bénéficia aux deux hégémonismes menacés par l'action sociale et démocratique du PAGS, d'un côté celui des djihadistes « afghans » et de leurs cautions et soutiens politiques du FIS et d'un autre côté celui des clans au pouvoir qui avaient le plus réprimé et tenté de déstabiliser le mouvement social et démocratique durant un tiers de siècle.

La conséquence pour le PAGS de l'abandon de la ligne révolutionnaire conséquente va être la coupure vis-à-vis de sa base sociale naturelle. La plus fiable et la plus consciente, celle dont le soutien lui avait permis de survivre et grandir depuis sa fondation. Elle lui aurait permis une résistance plus efficace aussi bien à l'hégémonisme à visage nationaliste déjà connu qu'aux nouveaux hégémonismes émergés avec la

complaisance et l'instrumentation des premiers. Mais ce faisant, on assista aussi à l'éloignement des horizons d'un large front de sauvegarde nationale, que la gravité de la situation aurait exigé. Il avait été toujours, dès l'acte fondateur de sa naissance en janvier 1966, une préoccupation du PAGS fondée sur l'importance d'une solution démocratique et pacifique à la crise ouverte depuis l'été 1962 et le 19 juin 1965. Ce fut malheureusement la seule mouvance politique à y appeler constamment à la base et aux différents niveaux, quelles que soient les contradictions et incompréhensions mutuelles. La plupart des fractions d'opposition en sacrifiaient la nécessité, considérant la démarche du PAGS comme purement tactique, à l'image sans doute de la conception dominante dans la scène publique vidée progressivement de forte culture politique par trente ans de « parti unique » comme le confirmera l'après Octobre 1988.

Un exemple éloquent : au printemps de 1990, l'étroitesse et l'intransigeance de démocrates se disant radicaux, fit véhémentement obstacle à des rassemblements communs plus larges proposées par le PAGS avec le FLN et le FFS (à l'occasion des grandes marches de mai 90), alors qu'ils auraient été d'un impact évident à ce moment sensible. La proposition avait notamment rencontré l'assentiment de la direction FLN avec le regretté Abdelhamid Mehri, elle aurait isolé les courants les plus virulents de l'islamisme politique. Ce sectarisme émanait de courants et leaders qui plus tard reconnaîtront qu'ils s'étaient trompés de peuple, après quoi ils procéderont ultérieurement à des va et vient étonnants avec le pouvoir et des cohabitations avec des représentants islamistes aux côtés desquels ils juraient auparavant qu'ils ne siègeraient jamais. Le souci patriotique de sauvegarde nationale et démocratique a-t-il suffisamment pesé par rapport aux affinités pro-libérales encouragées par le FMI (impatience de forcer l'Algérie à un Plan d'Ajustement Structurel) et partagées dans le pouvoir avec des fractions de l'islamisme soft, liées à l'économie de bazar et comprador, une catégorie politique conservatrice de plus en plus inféodée aux régimes étatiques et aux mouvances politiques réactionnaires du Proche et Moyen Orient.

Le virage opportuniste d'une partie de la direction exécutive du PAGS, sous couvert d'un républicanisme laïciste, n'était pas la meilleure façon, bien au contraire, de résister plus efficacement au choc prémédité qui allait affaiblir et démanteler pour un temps non seulement le PAGS et le mouvement syndical et associatif, mais les acquis d'une longue résistance sociale et politique d'un quart de siècle de l'ensemble de la mouvance démocratique et des couches sociales pauvres et moyennes plongées dans la confusion politique.

Depuis octobre 88, le mauvais coup initié en 1990 avait été précédé de préparatifs et collusions souterraines par les milieux qui ne se résignaient pas à voir Octobre 88 déboucher sur des changements démocratiques et sociaux substantiels. Ils consistaient à réactiver et favoriser tout ce qu'il y avait de courants conservateurs et notamment anticommunistes pour contrer le risque de convergence des mouvances de progrès où qu'elles se trouvent, La manœuvre fut mal reconnue et mal contrée par les mouvances progressistes et nationales qui l'ont subie. Dans ce choc combiné et multiforme, frontal et indirect, ont convergé quatre composantes imbriquées. Chacune d'elle était potentiellement déstabilisante mais aurait été surmontable à elle seule.

Se sont ainsi combinées dans la même offensive antisociale et antidémocratique : 1. la vague mondiale néolibérale, acharnée depuis deux décennies à œuvrer à l'affaissement du système socialiste mondial handicapé par des pesanteurs non réformées à temps. 2. le courant conservateur réactionnaire et aventuriste dominant dans l'islamisme politique algérien de l'époque, à la fois concurrent et complice indirect ou direct des cercles compradores officiels. 3. le travail subversif des appareils policiers militaires et civils, pratiquant l'arbitraire répressif et l'ingérence inadmissible dans la vie partisane, (qualifiant de « scientifique », sans crainte du ridicule, le pire des obscurantismes de basse police). 4. la baisse de la conscience et de la vigilance politiques dans les partis et syndicats réprimés, consécutive aux entraves et à la faiblesse du travail éducatif et d'animation politique durant une clandestinité prolongée.

Un exemple de cette dernière faiblesse fut illustré par l'appel incongru du PAGS au vote OUI pour la Charte 1986 de Chadli, malgré le caractère libéral et antisocial de ce texte et des pratiques en cours, camouflées sous un verbiage ambivalent. La défaillance d'appréciation était imputable à une grosse illusion _ à ce moment précis_ sur les contradictions en cours dans les appareils de pouvoir et les instances étatiques. La position était en contradiction avec la hausse réelle de la combativité du parti dans les quartiers déshérités, les entreprises, les campagnes et les cercles associatifs autonomes, ainsi qu'avec la condamnation

vigoureuse et précise par le PAGS de l'accentuation croissante des agissements prolibéraux et antisociaux du pouvoir depuis le début des années 80. L'appel du OUI à la charte 86 a provoqué l'incompréhension et le désarroi de la base militante et de l'opinion progressiste, bien que cette décision contre-nature ait été quelques mois plus tard reconnue intérieurement comme une erreur d'appréciation. Mais cette reconnaissance n'a pas été rendue publique ni communiquée à la base et aux différents niveaux militants pour des clarifications salutaires.

Ce faux pas non corrigé par une critique approfondie de ses racines sociologiques et idéologiques, révélait en fait un état d'esprit diffus et insuffisamment combattu dans des milieux technocratiques et élitaires. Il explique au moins partiellement, qu'un certain nombre de militants sous le choc du printemps 90 n'ait pas suffisamment perçu le danger de l'abandon même partiel de l'autonomie politique sous prétexte d'alliance (supplétive) avec un secteur de pouvoir qui se présentait de façon discutable comme seul porteur et seul garant du sauvetage de la nation.

Sacrifier l'autonomie à l'alliance avec d'autres courants nationaux, même valables, ou à l'inverse sacrifier une légitime politique d'alliance sous prétexte d'autonomie, c'est considérer l'une et l'autre fonctionnant comme des vases communicants ou les deux plateaux d'une balance, quand l'un monte l'autre ne peut que descendre. Ou encore croire qu'il est possible de marcher avec une seule jambe.

Ainsi donc, l'expérience confirme l'appréciation globale de l'Essai, selon laquelle

1. *l'autonomie de jugement et d'action est indispensable* à un parti démocratique et social oeuvrant dans l'intérêt des classes laborieuses, mais qu'en même temps,

2. *elle ne signifie pas fermer l'éventail des alliances*. La seule condition pour ouvrir et élargir le champ des alliances est, d'une part que les alliances recherchées correspondent à une communauté réelle d'intérêts légitimes et que d'autre part elles s'expriment en actes dans la base sociale et populaire, qu'elles ne se limitent pas à des déclarations d'intention au niveau des états majors partisans ou associatifs.

La vigilance envers cette double condition aide à garantir que les alliances ne se transforment pas en compromissions et jeux politiques sans avenir. Le critère des bonnes alliances, c'est d'être centrées sur la solution des problèmes posés à la société. L'intérêt de la société et des couches laborieuses est en même temps la raison d'être fondamentale de l'autonomie de décision et d'action et non pas la poursuite étroite de visées hégémonistes pour le pouvoir en soi. L'autonomie politique et d'organisation peut conduire à l'hégémonie souhaitable et constructive des bases populaires pour réaliser leurs objectifs de libération démocratique et sociale. Mais sa revendication et son instauration légitimes ne sauraient être confondues avec des prétentions hégémonistes d'appareils partisans et des pratiques sectaires.

En ce sens, les expériences positives ou négatives de l'ensemble du mouvement national et démocratique, dont celles du PCA et du PAGS, me paraissent apporter des éclairages sur cette question des larges alliances. Je crois pouvoir dire, sans esprit sectaire, que ces deux dernières formations, porteuses d'une vision sociale et politique révolutionnaire, ont déployé au long de leur existence de sérieux efforts pour promouvoir, même avec des insuffisances et quelques faux pas, une culture politique unitaire dans le mouvement national et social.

Certains moments bien délimités où ces efforts se sont trouvés en défaut illustrent précisément ce grand besoin du mouvement social et politique progressiste. On pourrait dire en effet et sans pouvoir l'illustrer ici, que avant comme après l'indépendance, avant comme après octobre 1988, la plus grande faiblesse dans le large mouvement national, démocratique et social pris globalement et dominé par les idéologies nationalistes et identitaires, a été l'insuffisance de culture politique unitaire. Ce devrait être un grand thème de débats et d'échanges pour en détecter les racines objectives et subjectives, ainsi que les remèdes. On verrait sans doute dans ce facteur une des sources les plus importantes du fléau de l'impuissance et de la dégradation ressentie comme une malédiction de l'après-indépendance, dans une Algérie immensément pourvue au départ en ressources humaines et matérielles.

Peut-être par cette introspection, à laquelle nous convie directement ou indirectement l'ouvrage de Bellaloufi, découvrirait-on les raisons nationales et internationales pour lesquelles un peuple aspirant ardemment à la paix et à la prospérité s'est trouvé dès l'été 62, vulnérable et livré aux intrigues, coups de force et interminables mascarades politiciennes par des « leaders » et des clans qui ont dilapidé le capital de prestige et de respectabilité de la révolution indépendantiste. Il y aurait pourtant eu, de la part des formations politiques, tout à gagner à élaborer et appliquer ensemble, avec la volonté et la parole libérées de leur peuple, sous son inspiration et son contrôle, un programme concret de développement et de justice sociale qui aurait valu à l'Algérie la même admiration que sa libération du joug colonial.

Au peuple, trahi par les « gardiens du temple » d'un système déconsidéré et affaibli par la passivité d'élites « fatiguées » ou neutralisées, au peuple donc, indigné et plus éveillé, de reprendre aujourd'hui la main, dans toutes les saines composantes civiles et militaires qui disent NON à l'esprit et aux pratiques dominantes de corruption et d'arbitraire.

A tous les citoyens et groupes actifs, unitaires, empreints de dignité, de raison et de progrès, qui existent dans toutes les couches de la société, dans tous les courants idéologiques et politiques non inféodés à l'impérialisme, de faire ensemble pression pour que prévalent dans la vie politique, économique et culturelle du pays, les orientations que les expériences malheureuses nous font redécouvrir aujourd'hui si précieuses.

Dans cet esprit, je conclurai par une observation qui me paraît cerner des préoccupations majeures en cette période cruciale. Je ne les développe pas, l'Essai de Bellaloufi les éclaire sous divers angles, à la mesure de leur importance dans les configurations nouvelles des révolutions arabes en cours ou en gestation. Il est certain que ces thèmes resteront longtemps présents sur la scène politique.

Mon observation d'actualité concerne le rapport souhaitable des mouvements nationaux et sociaux anti-compradores, anti-impérialistes et anticapitalistes avec les différents segments sociaux et politiques actuellement sous influences idéologiques islamistes dans des environnements géopolitiques différents. La question a pris une importance indéniable dans les évolutions locales, régionales et mondiales, de la même manière qu'au milieu du siècle dernier se posait avec ampleur la question de l'articulation du mouvement communiste et socialiste avec les grands courants des nationalismes arabes.

Nombre d'enseignements peuvent être tirés avec profit, de part et d'autre, par les deux grandes mouvances idéologiques engagées aujourd'hui dans des confrontations avec l'impérialisme. Schématiquement l'une est motivée, inspirée et argumentée par les appartenances et intérêts de classe, l'autre _ au moins en apparence et en discours _ est mise en mouvement par les allégeances, sensibilités et représentations identitaires. La question posée dans la nouvelle configuration est la suivante : comment engranger les leçons positives et négatives des évolutions passées, au terme desquelles les deux grands mouvements, socialiste et nationaliste, ont reflué et même régressé en plusieurs contrées, parce que l'impérialisme et les réactions féodale et bourgeoise avaient su les diviser et les désorienter de différentes façons qui sont à analyser. .

Quelle signification, quel intérêt présentent par exemple aujourd'hui pour nous les convergences et alliances anti-impérialistes enregistrées entre plusieurs mouvements patriotiques à connotation islamiste du Moyen Orient et les Etats ou mouvements révolutionnaires anticapitalistes d'Amérique latine ?

Ou encore, quelle signification théorique et pratique revêt l'expérience bolivienne sous l'égide d'Evo Morales, qui dans le pays où l'épopée de la guérilla du Che avait échoué, a remporté quarante ans plus tard des succès démocratiques et antimonopolistes inespérés, grâce à la jonction massive et pacifique des luttes syndicales et ouvrières avec les revendications identitaires indigènes ?

Quant aux avancées survenues en Tunisie et en Egypte, elles montrent par leurs succès comme par leurs difficultés ou déboires comment elles découlent de l'impact plus grand des orientations démocratiques et sociales sur les couches auparavant plus massivement influencées par les idéologies identitaires islamistes. On le doit à l'irruption et à l'influence plus grande dans les luttes de masse au grand jour de nouvelles jeunes générations lucides et courageuses parmi les travailleurs manuels et intellectuels, les sans emploi, les couches sociales plus aisées mais brimées par les systèmes en place.

D'une façon générale, l'enseignement à retenir des décennies du siècle dernier, n'est-il pas le caractère improductif et de diversion des approches essentialistes, qui parasitent tous les courants idéologiques ou religieux. La ligne de partage véritable pour transformer les sociétés et le monde n'est pas métaphysique : la pierre de touche pour apprécier les forces politiques n'est pas dans la coiffure des acteurs mais dans ce qu'ils ont en tête ; la question à se poser est : jusqu'à quel point les uns et les autres agissent-ils, ou non, pour les Droits de l'Homme, des citoyens, des travailleurs, l'égalité en droits et devoirs des femmes, la souveraineté nationale contre les empiètements impérialistes.

L'enseignement majeur n'est-il pas la primauté à donner par les révolutionnaires, aux luttes rassembleuses autour des objectifs concrets ? Tous les domaines de la vie et les problèmes endurés du fait des dominations impérialistes et des bourgeoisies parasitaires nous fournissent à profusion l'occasion des initiatives unitaires, dynamiques, liées aux besoins sensibles des populations.

Le changement radical, la transformation révolutionnaire n'est pas une flambée presse-bouton à échéance programmée. Comme l'a été chez nous la profonde révolution anticoloniale indépendantiste, c'est un processus politique qui à un moment donné s'accélère sur un terrain préparé par de longs labours. Les mois ou années de transformations révolutionnaires peuvent survenir à l'improviste mais ils ne débouchent sur le succès que si le terrain est suffisamment balisé par les luttes longues, acharnées, accumulant l'expérience, les multiples acquis et conquêtes partielles et sectorielles qui atténuent les souffrances des couches les plus exposées, qui contribuent à aiguïser leur combativité, à neutraliser les tentatives d'anesthésier et dévoyer la conscience unitaire et politique des masses. Pour paraphraser un dit célèbre et familier aux musulmans : Travaillons pour la révolution comme si elle mettait une éternité à se réaliser, préparons lui le terrain comme si son processus devait s'enclencher demain.

Quelle conclusion tirer pour les femmes et les hommes de ce pays aujourd'hui ? En novembre 1954, la déclaration historique du FLN magnifiait l'horizon d'une Algérie démocratique et sociale dans le cadre des valeurs islamiques. Cinquante ans plus tard, le bilan est lourdement carencé aussi bien en réelles valeurs démocratiques et sociales qu'en hautes valeurs culturelles islamiques, en valeurs humaines et progressistes tout court. A partir de là, il est temps, de faire preuve de la même audace mesurée que celle qui imprégnait l'appel du 1^{er} Novembre.

Notre peuple aspire au changement profond, il lui reste à perdre ses illusions quant aux chances de compter sur les jeux de coalitions au pouvoir ou sur les promesses politiciennes, les mirages identitaires et millénaristes. De nouveaux rapports de force se mettent en place dans le monde, à l'époque historique ou s'accroissent _ avec bien des risques et dangers porteurs de barbarie_ le déclin et l'impasse du système capitaliste. A ceux qui dans leurs courtes vues, rêvaient déjà pendant la guerre d'indépendance d'enfermer le mouvement social et progressiste (plus précisément communiste) dans un « cocon de chrysalide », opposons la certitude tranquille du travail des sociétés sur elles-mêmes, encouragées et éclairées par les abnégations militantes.

A la lumière des succès et des déboires survenus, les analyses de Hocine Bellaloufi sont une contribution précieuse et sérieuse à la relance des réflexions pour un nouvel élan national et démocratique. Elles me semblent adossées aussi bien aux meilleures traditions de notre mouvement national et social de masse, qu'aux espoirs, à la méthodologie, à l'expérience exceptionnellement instructive du nouveau mouvement social et politique à perspective socialiste en train d'émerger à l'échelle mondiale.

SH, 12 février 2012